

CIDR

- Français - Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Dossiers pays

CAMEROUN - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

CIDR

lundi 14 mars 2011

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 23/12/10

Données générales

Nom officiel : République du Cameroun/ Republic of Cameroon

Nature du régime : République

Chef de l'Etat et/ou du Gouvernement : Paul Biya, président de la République (depuis le 06 février 1982, réélu en 84, 88, 92, 97 et le 11 octobre 2004)

Philémon Yang, Premier ministre (depuis le 30 juin 2009)

Données géographiques

Nom officiel : République du Cameroun

Superficie : 475 442 km²

Capitale : Yaoundé

Villes principales : Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua, Maroua

Langue (s) officielle (s) : français et anglais

Monnaie : Franc CFA (100 francs CFA = 0,15 euros)

Fête nationale : 20 mai

Données démographiques

Population : 19,1 millions d'habitants (BM 2009)

densité : 40,1 hab./ km²

Croissance démographique : 2,3% (BM 2009)

Espérance de vie : 51,1 ans (BM 2009)

Religions : Christianisme (35 - 40%), islam (15 - 20%), animisme (45%)

Données économiques

PNB : 3,4 Md\$ (BM, 2009)

PIB par habitant : 1226 \$ (BM 2009)

Taux de croissance : 2 % (DGTPE 2009)

Taux d'inflation : 3 % (2009)

Solde commercial : -0,3 M Euros (DGTPE, 2009) export pétrole inclus

Principaux clients : Espagne (18,8%), Chine (11,8%), France (8,3%) (DGTPE, 2009)

Principaux fournisseurs : Espagne (18,8%), Chine (11,8%), France (8,3%) (DGTPE, 2009)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : (DGTPE, 2009) : agriculture 22%, industries 29,4%, services 48,6%

Exportations de la France vers le Cameroun : 538 millions d'euros (DGTPE 2009)

Importations françaises du Cameroun : 202 millions d'euros (DGTPE 2009)

Indice de développement humain : 0,523 (131^{ème} sur 169 pays, PNUD 2010)

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Depuis 1982, le Président Paul Biya est à la tête du Cameroun, pays marqué par le bilinguisme des langues officielles (français et anglais) et une grande diversité géographique, ethnique, religieuse et linguistique (plus de 250 langues recensées). Il a été reconduit pour un nouveau mandat le 11 octobre 2004 et dispose d'une très large majorité à l'Assemblée (victoire du parti présidentiel, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), aux législatives du 22 juillet 2007).
- ▶ Un projet de loi portant révision de la constitution a été adopté par l'assemblée nationale le 10 avril 2008. Plusieurs articles ont été modifiés, dont la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels (la constitution en prévoyait deux). La situation du pays est stable depuis les émeutes à caractère économique et social qui avaient éclaté en février 2008 en marge d'une manifestation de l'opposition et d'une grève des transporteurs.
- ▶ La relance de l'économie et de la croissance ainsi que la lutte contre la corruption (l'« opération Epervier » a conduit à plusieurs reprises à l'arrestation de hautes personnalités) demeurent les priorités affichées par le gouvernement camerounais. La situation sécuritaire dans la région de la presqu'île de Bakassi, et plus largement sur l'ensemble du littoral, où les actes de piraterie et de banditisme se sont multipliés depuis eux ans constitue également un souci majeur pour les autorités.
- ▶ Le 30 juin 2009, le Président Biya a procédé à un remaniement de faible ampleur de l'équipe gouvernementale qui n'a pas touché aux grands équilibres politiques : M. Philemon Yang a succédé à M. Inoni à la tête du gouvernement tandis que M. Edgard Alain Ebe Ngo'o, ancien délégué général à la sûreté nationale, a remplacé M. Ze Meka, écarté du gouvernement, à la Défense. Fin août 2010, un léger remaniement a été effectué. M. Bargua Nguélé a été nommé au poste de DGSN succédant à M. Edou. Léopold Maxime Eko Eko remplace Bienvenue Oubelabout à la tête de la DGRE.
- ▶ En 2010, le Cameroun entre dans une phase préélectorale. Le parti présidentiel a appelé de ses vœux le Chef de l'Etat à se porter candidat à sa propre succession en 2011. L'opposition a perdu une partie de l'audience qu'elle avait acquise dans les années 1990.

Situation économique

- ▶ Le pétrole continue à occuper une place clef dans l'économie camerounaise, dont il représente 52% des exportations en valeur. Le Cameroun doit aujourd'hui diversifier et consolider ses autres ressources. Outre le pétrole, le Cameroun exporte de l'aluminium et des produits primaires (bois, coton, cacao, café, banane et caoutchouc) qui comptent pour 25% de ses exportations globales.
- ▶ Les flux avec les pays de la zone CEMAC, dont le Cameroun constitue la tête de pont maritime, ne représentent qu'une faible part des échanges commerciaux (en moyenne 3,6% depuis l'instauration de la zone de libre échange de la CEMAC en 1999). Les principaux partenaires commerciaux du Cameroun sont l'UE, le Nigeria et la Chine.

-
- ▶ Après le report en août 2004 du point d'achèvement de l'initiative PPTTE (pays pauvres très endettés), le Cameroun a franchi avec succès cette étape fin avril 2006. Cela lui a permis de bénéficier en juin 2006 d'une annulation de dette de 3,475 milliards \$ de la part des créanciers du Club de Paris (créanciers bilatéraux). La France, qui détenait 40% de la dette bilatérale du Cameroun (soit 1,2 Md\$) a ainsi mis en oeuvre un premier « Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) », qui permet de réinjecter dans l'économie camerounaise environ 100MEuros par an pendant 5 ans. Le C2D français est principalement affecté aux objectifs prioritaires identifiés dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) que le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi a succédé en 2008.
 - ▶ La crise mondiale a posé toutefois aux autorités camerounaises de redoutables défis. Le niveau inférieur des cours du brut a eu pour effet de réduire les recettes d'exportation et les recettes budgétaires. Le net repli de la demande extérieure a porté durement atteinte aux principales exportations. Le durcissement des conditions de financement extérieur a retardé la marche d'importants projets d'investissement. Ces chocs considérables ont eu des répercussions sur la croissance et le solde extérieur. Sans dispositifs de protection sociale appropriés les coûts sociaux du ralentissement s'avèrent lourds. Enfin, fin novembre, le parlement camerounais a adopté le budget 2011 à hauteur de 2 571 milliards de FCFA.
-

Politique extérieure

- ▶ Au service de la stabilité interne du pays, la politique extérieure du Cameroun se montre plus entreprenante depuis la résolution pacifique en août 2008 du conflit territorial relatif à la péninsule de Bakassi qui l'opposait à son voisin nigérian. Cette nouvelle donne lui permet de s'impliquer davantage dans les questions régionales, y compris en matière de sécurité. Préoccupées par les conséquences négatives sur leur propre territoire de l'instabilité qui affecte certains de ses voisins ainsi que par les effets de l'insécurité dans le Golfe de Guinée, les autorités veulent renforcer la coopération régionale.
- ▶ La situation géographique du Cameroun en tant que porte d'entrée de l'Afrique centrale (désenclavant la République Centrafricaine et le Tchad) et les ressources qu'il offre dans divers domaines (en particulier ses ressources agricoles et minières) incite des Etats, notamment parmi les grands pays émergents, à développer des relations plus denses avec Yaoundé.
- ▶ La Chine entretient des relations denses et étroites avec le Cameroun et conduit des actions de partenariat dans les domaines économiques, sociaux, militaires et culturels. Le Brésil entretient un partenariat sur la formation et le transfert de technologies dans le domaine agricole, notamment.
- ▶ Le litige relatif à la souveraineté de la presqu'île de Bakassi a été tranché par un arrêt de la Cour internationale de Justice du 10 octobre 2002, mais il a fallu attendre 2006 et l'accord de Greentree pour que le Nigeria s'y conforme. Le 14 août 2008, le Nigeria a rétrocédé la dernière partie de la presqu'île de Bakassi qui était encore sous son autorité. Depuis la fin de l'année 2008, la situation à Bakassi est redevenue une source de préoccupation pour les autorités camerounaises, après plusieurs attaques meurtrières conduites par des groupes armés. Le Pape a effectué une visite au Cameroun du 17 au 20 mars 2009.

Post-scriptum :

[Carte du Cameroun](#)